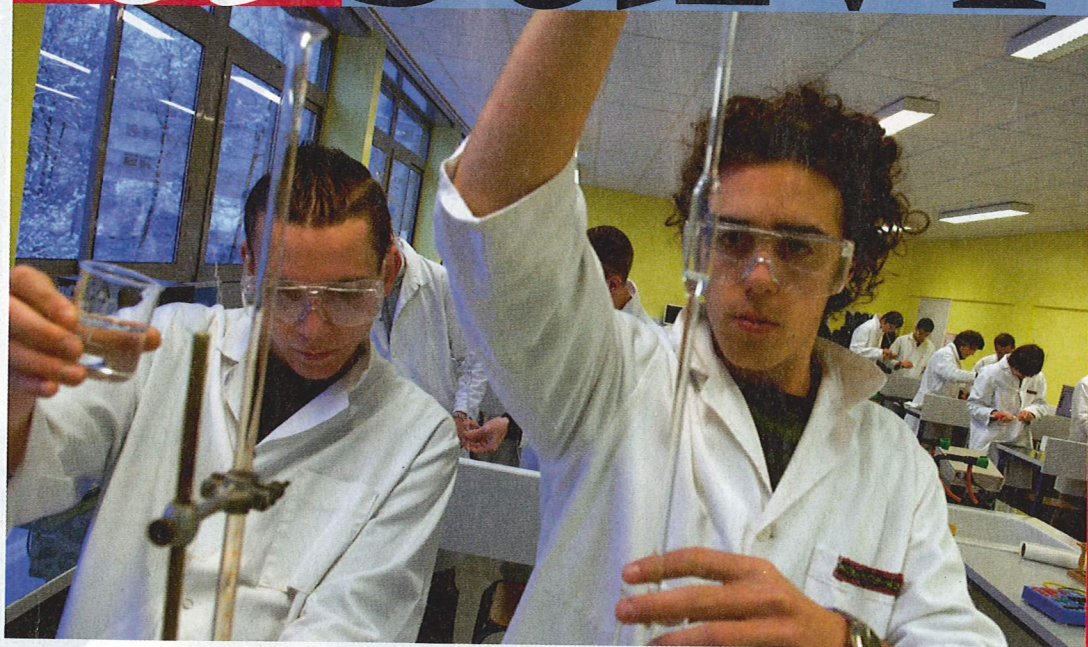


à suivre !



Si les élèves deviennent de moins en moins littéraires, ils ne seront pas pour autant meilleurs en sciences.

L'histoire-géographie ne serait plus obligatoire en terminale S

“S” bien raisonnable ?

Les lycéens sont de moins en moins nombreux à s'inscrire au bac littéraire ? Pour redorer le blason de la filière L, supprimons les heures d'histoire-géographie en terminale S. Ou plus exactement, profitons de la réforme du lycée pour les rendre facultatives, ce qui revient au même, puisque l'on sait déjà que très peu d'élèves prendront une telle option. C'est là l'incroyable stratégie du ministère de l'Éducation nationale. Reprenons.

Il y a quinze jours, on annonçait le passage de deux heures et demie à quatre heures hebdomadaires d'histoire-géographie pour toutes les classes de première – y compris celles de la filière scientifique. Cet effort en direction d'un tronc commun avait été salué par ceux qui y voyaient une marque d'ouverture d'esprit. Or un « détail » manquait, et non des moindres : dès la rentrée 2012, en terminale S, l'histoire-géographie deviendra optionnelle, à raison de deux heures par semaine. De la sorte, Luc Chatel et ses conseillers espèrent dissuader les candidats à des études comme Sciences-Po de passer par la filière scientifique sous prétexte qu'elle serait plus réputée. Mais qui peut croire qu'une telle mesure permette de mettre fin à la dévalorisation des filières L (littéraire) et ES (économique et sociale) ?

Très vite, les professeurs d'histoire-géographie ont commencé à se mobiliser sur le Net. Dans le secondaire comme dans le supérieur. Jacques Sapir, économiste de formation et directeur d'études à l'EHESS, a signé une tribune qui a fait le tour du Web : « Plus de 50 % des bacheliers généralistes choisissant aujourd'hui la terminale scientifique, cela revient à enlever l'enseignement de l'histoire

et de la géographie à cette même proportion d'élèves. » Une décision dont on peine à saisir la pertinence au moment même où, de la commémoration de l'anniversaire de la mort de Guy Môquet au grand débat sur « l'identité nationale », en passant par le projet d'un musée de l'Histoire de France, la question de l'histoire, mais aussi celle de la géographie, occupe une place centrale dans le débat public. « N'attendrait-on plus d'un mathématicien ou d'un physicien qu'il soit aussi un citoyen ? », demande encore l'économiste. Comment comprendre l'évolution du monde contemporain, la crise économique actuelle, avec les seules mathématiques ?

Du côté des sciences dures, si certains se réjouissent de cette spécialisation accrue, d'autres suggèrent que, les élèves scientifiques devenant déjà de moins en moins littéraires, ils ne seront pas pour autant meilleurs en sciences. Pour le physicien Etienne Klein, qui enseigne à l'École centrale, « équilibrer les filières scientifique et littéraire en radicalisant leurs différences est un non-sens. Il faut savoir que la physique contemporaine – mécanique quantique, etc. – ne peut pas être enseignée sans son histoire. Malheureusement on ne le fait pas ! Même dans les grandes écoles, on s'en tient à la physique du XIX^e siècle. Or nos futurs ingénieurs et chercheurs ne pourront innover qu'en partant de la physique du XX^e siècle ! »

On se souvient des doutes de Nicolas Sarkozy sur l'utilité d'étudier *La Princesse de Clèves* pour devenir un agent public. Le gouvernement considère-t-il que l'histoire et la géographie sont, elles aussi, des enseignements superflus pour nos futurs scientifiques ? ■

SOPHIE LHERM